

Retour sur le contre-G7

30 août 2019



L'Union syndicale Solidaires était présente au contre G7 à Hendaye avec des camarades de : Sud PTT, Sud CT, ASSO, SNJ, Solidaires finances publiques, Sud Rail, Sud Santé Sociaux, Solidaires Bretagne, Solidaires 79, Solidaires 13, Solidaires 31, Solidaires Paris. Les camarades de Solidaires Pays Basque ont assuré très activement l'organisation sur place et nous les en remercions vivement ! Avant d'avoir le temps collectif d'analyse de ce contre G7 lors de la prochaine réunion du Bureau national de Solidaires le 5 septembre prochain, voici quelques photos, interventions lors des conférences, et l'appel final du contre G7. D'autres éléments de compte rendus suivront + les docs évoqués.

L'Appel du contre G7

Le contre-G7 d'Hendaye et Irun a rassemblé des milliers de participant.e.s et permis d'organiser des centaines d'activités, de faire vivre un camp alternatif et de multiplier les actions et manifestations de rue. Nous nous mobilisons face à un G7 divisé et dont il ne sortira rien. Il reste, malgré ses beaux discours sur la réduction des inégalités, le symbole de politiques néolibérales et autoritaires. Il porte des politiques qui ont creusé les inégalités sociales, renforcé les divisions et les dominations dues au racisme et au patriarcat, organisé l'industrialisation de l'agriculture accéléré les crises environnementales, les dérèglements climatiques et la chute de la biodiversité.

Dans les années 1990, les institutions internationales et le G7 avaient promis que la mondialisation néolibérale allait permettre le triomphe de la "démocratie de marché", le développement des pays et la réduction des inégalités. Toutes ces promesses se sont fracassées sur les crises majeures du système, la montée de l'autoritarisme sur tous les continents et l'explosion des inégalités et de la précarité, qui touche en priorité les femmes. Et il n'est resté qu'une vérité crue : ce système à la prétention de transformer toutes les réalités du monde, qu'elles soient humaines ou naturelles, en marchandises à la merci de marchés financiers avides de profits ; d'offrir aux multinationales un marché-monde pour leurs produits uniformisés ; et de proposer comme seules aspirations et rêves aux populations du monde entier une consommation sans limite de ces marchandises. Tout cela en multipliant leurs profits au détriment de travailleur.se.s eux-aussi réduit.e.s en marchandise jetable et précarisée.

Avec ce contre-G7 nous voulons démontrer qu'il est possible de résister au système capitaliste qui scie la branche sur laquelle l'Humanité est assise. A l'inverse de la mondialisation néolibérale, il est possible de développer des alternatives en partant des territoires et des collectifs humains qui priorisent la collaboration à la compétition, les biens communs et les droits humains aux profits privés, la garantie d'un logement digne pour toutes et tous à la spéculation, l'égalité et la diversité à la réussite individuelle et à l'uniformisation culturelle. Ici au Pays Basque, comme dans beaucoup d'autres endroits du monde, se construisent des relations différentes, d'autres systèmes fondés sur la coopération, les circuits courts, des relations entre humains et nature respectueuses et une démocratie réelle.

Il ne s'agit pas d'idéaliser des réalités qui sont contradictoires, mais de comprendre que remettre les pieds sur nos territoires et développer des coopérations multiples permettent de mieux répondre aux défis auxquels nous faisons face. Oppression des femmes, drame et chasse des migrant.e.s, dérèglements climatiques, industrialisation de l'agriculture et de l'alimentation, extinction de la biodiversité, détricotage du droit du travail, recul des libertés publiques, démantèlement des États providence... tout ceci nous appelle à renforcer les luttes et les solidarités aux niveaux local, national, étatique, continental et mondial. Nos alternatives, qui mettent en oeuvre les valeurs de démocratie, de solidarité et d'égalité entre les femmes et les hommes, sont incompatibles avec le développement du capitalisme néolibéral qui s'appuie sur les États dominants et défend les intérêts des marchés financiers et des multinationales par la multiplication d'accords de libre échange destructeurs, la privatisation des services publics et des biens communs.... Aujourd'hui, toute forme de contestation de ce système se traduit par des répressions policières et des restrictions aux libertés publiques de plus en plus importantes et la banalisation des interventions militaires.

Nos alternatives construisent des territoires plus solidaires, plus résilients face aux crises majeures et à l'effondrement à venir, et mieux armés contre la marchandisation de nos sociétés et de nos vies, la délocalisation et la mise en compétition des peuples et des individus, la destruction de la nature et des cultures populaires.

Elles permettent également aux citoyen.ne.s, et en particulier aux plus précaires, de se réappropriier l'exercice de la démocratie, de renouer avec l'engagement politique, de reprendre conscience de leur pouvoir de peser sur le cours des choses, comme nous l'avons vu avec le mouvement des Gilets Jaunes, les mobilisations féministes et les marches pour le climat. Ceci implique de reconnaître le droit à l'expérimentation et à l'autodétermination sur les terrains politiques, économiques, alimentaires, énergétiques et culturels. Nous sommes à ce titre solidaires des mobilisations actuelles des citoyen.ne.s en Algérie, à Hong Kong, en Catalogne, en Palestine, au Soudan et ailleurs.

L'accélération et l'aggravation des dégâts sociaux, écologiques et démocratiques causés à l'échelle planétaire par l'offensive néolibérale, comme nous le voyons aujourd'hui en Amazonie, rend urgente la mise en place d'alliances et de stratégies permettant d'inverser au plus vite le cours des choses. Ce contre-G7 est une étape importante pour la construction de ces alliances nécessaires entre mouvements sociaux, environnementaux, syndicaux, féministes, politiques. Une étape pour les constructions d'alliances sur des terrains spécifiques, mais aussi pour des alliances de plus large portée, d'alliances globales qui pourront être décisives pour les actions à venir.

Intervention Solidaires / Débat écologique

Conférence du 23 août contre G7

Crise écologique, crise sociale, crise systémique : ampleur et rapidité des mesures à mettre en place pour contenir le réchauffement climatique

Intervention de Didier Aubé de la commission écologie :

L'intensification de la crise écologique met en exergue une crise profonde du système :

- échec des promesses de progrès social qui se concrétise par : la hausse des inégalités, la résurgence des zones de guerre, la hausse des migrations, la montée de l'extrémisme et du nationalisme. (La seule promesse qui tient, est celle de la techno-science.)

- échec de la préservation de l'environnement avec l'accélération de la concentration des GES (Gaz à Effets de Serre) et de toutes les pollutions qui menacent la pérennité de la vie sur terre (humaine, animale et végétale) avec le dérèglement du cycle du vivant.

Certain-es considèrent que la planète est passée dans une nouvelle ère, celle de l'anthropocène du fait de l'origine anthropique (humaine) du réchauffement climatique liée à la révolution industrielle (qui s'est caractérisée notamment par le passage du recours aux énergies froides et renouvelables (eau, vent, soleil) aux énergies chaudes (fossiles et fissiles)). La transition s'est opérée sur 2 siècles et a ouvert une nouvelle ère géologique où l'humanité est en capacité de modifier les conditions géologiques de la terre.

Les changements climatiques sont désormais enclenchés. Il faut penser la société avec ces changements et leurs conséquences notamment celles des impacts sociaux pour les travailleurs-euses et celle des migrations climatiques qui concernent déjà des millions de personnes.

Les Etats ont leur part de responsabilité sur la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui. Ils ont aussi un pouvoir d'agir par une réorientation radicale des politiques publiques. En France, la mobilisation citoyenne depuis un an sur les questions écologiques comme sur les questions sociales doivent se poursuivre et se rejoindre pour maintenir la pression sur le gouvernement qui ne donne aucune garantie à ce jour de sa volonté de transformation radicale de la société :

- le Plan Pluriannuel de l'Energie n'est toujours fixé (plus d'un an de retard)

- la Stratégie Nationale Bas-Carbone n'intègre pas les émissions des transports internationaux aériens et maritimes ainsi, l'empreinte carbone totale des Français atteint 11 tonnes équivalent CO2 par habitant, près de deux fois plus que les 6,6 tonnes comptabilisées dans les émissions nationales.

- la loi ELAN revoit le code de l'environnement à la baisse

- l'EPR de Flamanville est un gouffre financier et présente des risques de dysfonctionnement s'il devait démarrer un jour.

Le secteur privé, les entreprises et en particulier les grandes entreprises multinationales ont aussi leur part de responsabilité en particulier celles qui ont des activités polluantes.

Aujourd'hui, du côté de ces entreprises, la transformation de la société ne doit pas remettre en question le schéma établi par le capitalisme qui impose, croissance et satisfaction des actionnaires. Certains poussent vers une économie verte sans rupture avec le capitalisme en y voyant de nouvelles opportunités de croissance. Les investisseurs voient dans la finance verte « un gisement potentiel d'activité important » comme l'a exprimé récemment un analyste de Natixis.

De son côté, le mouvement syndical n'est pas homogène dans la manière d'aborder cette question

Deux positionnements essentiellement se distinguent :

- Le premier consiste à considérer que la voie à suivre est le retour à un capitalisme régulé (sur le modèle de l'Etat social après 45) ayant la capacité de mettre en œuvre des politiques économiques keynésiennes et assurer une redistribution des richesses afin d'organiser la transition vers une économie bas-carbone favorable aux travailleurs-euses.

Il s'inscrit dans la négociation et le dialogue institutionnel en écartant la construction d'un rapport de force pour appuyer la négociation.

- Le second positionnement se caractérise par une prise en compte plus radicale des impératifs écologiques, par la nécessité de la réduction de la production et de la consommation, et de revoir les

modalités de production. Il identifie le capitalisme comme un obstacle à la transformation écologique et sociale dans le sens où son objectif d'investissement est conditionné au profit qu'il en retire plutôt qu'aux conditions de vie des habitant.es de la planète et de la préservation de l'écosystème. C'est à priori la marque de notre syndicalisme.

Le discours de la transformation radicale de la société se développe aujourd'hui dans le débat public. Ce discours doit s'inviter aussi dans les entreprises auprès des salarié.e et pas seulement à travers la responsabilité sociale et environnementale des entreprises qui n'est là que pour l'obtention de labels pour une image positive de l'entreprise (label, vert, accessibilité aux handicapé.es, égalité Femmes/hommes...) L'écologie traverse tous les aspects de la vie et le milieu de l'entreprise ne peut y échapper d'autant qu'elle peut être directement responsable des conséquences de son activité sur l'environnement. En 2015, au moment de la COP 21, le slogan de la CSI (confédération syndicale internationale), était « Pas d'emploi sur une planète morte ».

Je tempérerai ce slogan par une autre formule tout aussi importante : la transformation écologique et sociale ne doit pas créer de chômeurs et chômeuse climatiques.

C'est sur cette base qu'il est nécessaire de :

- réinterroger la place du travail dans la société en particulier le travail rémunéré
- réfléchir à de nouveaux modes de production qui prennent en compte l'incidence écologique et sociale en associant les salarié.es à leurs élaborations.

En avançant vers la transformation radicale de la société, nous allons être confrontés à plus ou moins long terme, à la diminution voire à la disparition de pan entier de filières d'activité selon leurs impacts sur l'environnement.

Une période de transition doit permettre d'anticiper ces transformations en s'appuyant sur plusieurs éléments :

L'ouverture de nouveaux droits pour les salarié.es pour peser sur les décisions de l'entreprise.

La création d'un nouveau statut du salarié qui prenne en compte en particulier la période de reconversion des travailleurs-euses dont l'emploi sera modifié ou disparaîtra

Le développement de la formation professionnelle continue et rémunérée en mettant la priorité sur les formations à haute qualité environnementale (secteur de l'énergie, du bâtiment, de l'agriculture...)

Une véritable réduction du temps de travail

L'élaboration d'une politique fiscale environnementale et sociale basée sur le contenu polluant qu'engendre la production et la consommation du produit taxé et qui participe au financement de la transformation de la société

La définition d'un certain nombre de biens communs (eau, énergie, terres,...) à préserver par une réglementation contraignante.

Pour agir la question des alliances est importante (avec d'autres organisations syndicales et aussi avec des associations.)

Depuis le lancement des mobilisations climat en septembre 2018, une inter-orga se réunit régulièrement à laquelle Solidaires participe. Elle regroupe une trentaine d'organisations (Les AT, ATTAC, Alternatiba, RAC, Greenpeace, XR, NAAT, YFC, 350.org, CPLC...) dont certaines ont juste un an d'existence. Au printemps, une réflexion commune a permis d'établir le cadre de fonctionnement de l'inter-orga et d'affirmer la volonté collective d'avancer sur les questions de fonds soulevées par l'urgence écologique en lien avec la justice sociale.

De notre côté, nous portons systématiquement la question écologique dans nos rencontres intersyndicales. L'appel interprofessionnel pour le 1er mai faisait référence à l'urgence écologique. Un appel spécifique pour soutenir la journée internationale du 24 mai de grève des jeunes pour le climat a regroupé, Solidaires, CGT, FSU, UNEF et UNL.

Un prochain appel est en discussion pour les prochaines mobilisations de septembre.

Nous avons la volonté de poursuivre ces alliances pour faire avancer la transformation écologique, sociale et féministe de la société.

Pour conclure, le travail à réaliser n'est pas simple. Il ne s'agit pas de nier les débats qui existent dans le

mouvement syndical de transformation sociale, dans nos équipes militantes et chez les salarié-es notamment dans des secteurs sensibles (comme le nucléaire ou la chimie).

L'approche conjointe des questions sociales et écologiques est néanmoins indispensable pour rendre crédible le chemin vers une transformation radicale de la société. C'est là que résident les enjeux des mobilisations pour la justice sociale et climatique qui se poursuivront à l'automne.

Intervention Solidaires / Grève 8 mars

Murielle Guilbert pour Solidaires

Tout d'abord j'aimerais évoquer une grève de femmes actuelle : celle des trois factrices du Gers de Miélan, en grève depuis 93 jours aujourd'hui et je vous invite à les soutenir par la caisse de grève qui passera parmi vous.

Étant en charge notamment des questions femmes au sein de Solidaires, j'ai pu participer à la construction nationale du 8 mars en France et à l'élaboration de la grève féministe. J'aimerais d'abord revenir sur la question de la grève féministe, qui s'impose aujourd'hui comme une évidence, même si dans les faits, elle ne l'est pas encore à 100 % concrètement.

Pertinence de la notion de grève appliquée au 8 mars :

La grève a longtemps été associée à la seule cessation du travail salarié, moyen d'élever le rapport de force pour arriver à obtenir des revendications.

Il y a eu des grèves des femmes massives dans l'histoire pour lutter contre les inégalités salariales, pour le droit à l'avortement, contre les violences, mais c'est appliquer la notion de grève au travail invisible des femmes qui est en quelque sorte « novateur » et la journée internationale pour les droits des femmes est porteuse désormais de cette grève qu'on abrège désormais en grève des femmes décliné parfois en « grève féministe ».

Il ne s'agit évidemment pas de cloisonner l'appel à la grève au seul travail salarié. La situation des femmes des inégalités qu'elles subissent est lié à un rapport de domination qui couvre toutes les situations de vie : sa place dans la société, sa place en tant qu'être sexué, sa place au travail.

Il faut bien penser la grève des femmes comme un slogan politique (au sens noble du terme), qui renvoie au système patriarcal et à de multiples cessations, celle du travail salarié, mais aussi celle des tâches du travail domestique, des soins...

C'est aussi faire grève « par » et « pour » les femmes, ce qui n'exclut les alliés que peuvent être les hommes conscients.

La grève au sens propre est très difficile à faire pour des femmes dans du travail précaire et ceci renvoie aussi à la question des modalités d'actions : de sa déclinaison en grève de la consommation, des tâches domestiques, de montrer son appartenance comme l'ont fait des femmes espagnoles en mettant un foulard ou un signe à leur fenêtre.

Evolution de cette grève des femmes en France et défi pour les syndicats de s'en emparer :

Le cadre unitaire national syndical a évolué vers la grève des femmes le 8 mars : Solidaires dès 2014, en partant de l'exemple de grève des Femmes de Toulouse en 2012 a réussi progressivement à convaincre une partie du mouvement féministe sur ce slogan, la « grève des femmes » qui reste aussi à imposer dans d'autres syndicats avec lesquels nous travaillons sur ces questions, la FSU, la CGT mais aussi encore au sein des syndicats de Solidaires.

La grève internationale en 2017, dans le vent des mobilisations contre les violences faites aux femmes, l'impact de la grève féministe de 2018 en Espagne, a permis d'évoluer dans ce cadre unitaire vers la mise en avant de ce slogan de grève des femmes.

Mais il existe encore pas mal de difficultés :

Les mouvements féministes dans l'Hexagone sont parfois encore trop divisés, et la volonté syndicale partagée par Solidaires, la CGT et la FSU, de booster le 8 mars en s'appuyant notamment sur les salariées, est parfois vécue comme une « mainmise » des syndicats sur cette journée par certaines associations du mouvement féministe.

Autre difficulté, celle d'appeler réellement à la grève à cette date. Certes, des préavis sont posés par

plusieurs de nos syndicats ou fédérations, mais ils ne font que « couvrir » et sont surtout, à cette étape, un affichage. Indispensable, mais pas suffisant pour gagner la grève.

Il nous faut continuer de travailler, sur certains secteurs très féminisés, la santé, l'éducation, le nettoyage etc..., pour passer à l'étape de grève effective et faire les liens avec ce que vivent, dans ces secteurs, les travailleuses et travailleurs.

Et donc faire tout ce qu'on peut, dans les cadres unitaires sectoriels, à converger sur la date du 8 mars. Ce travail est à mener toute l'année pour aboutir, par des actions syndicales visant à agir sur les inégalités de sexe, à les refuser sur le terrain salarié et ainsi, convaincre les salarié-es à les combattre par la grève.

L'articulation avec les mouvements Nous toutes qui a réussi une mobilisation de 60 000 personnes le 24 novembre 2018, avec les femmes GJ est aussi un défi pour la réussite de grève des femmes massives.

Ainsi que continuer tout le travail que fait « le réseau syndical international de lutte » dont fait partie Solidaires, tant la dimension international des luttes des femmes est flagrant et porteur.

Voir par ailleurs, le [communiqué des plateformes « Alternatives G7 »](#) et « [G7 EZ !](#) », organisatrices du contre-sommet du G7, suite à la parution d'un article du Canard Enchaîné, daté du mercredi 28 août 2019.

Lire aussi : Pour mémoire : la rubrique de notre site qui était consacrée à cette mobilisation

- [Emplacement : ré-agir ensemble](#) > [Mobilisations et actualités](#) > [Retour sur... >](#)
- Adresse de cet article :
<https://solidaires.org/Retour-sur-le-contre-G7>